

Conférence de presse FGA-CFDT

Lundi 8 mars 2021

■ Reconnaissance des salariés de seconde ligne

[La nécessaire reconnaissance des salariés du secteur alimentaire](#)

Au regard de cette période de crise de la Covid-19, nous devons tout d'abord saluer les salariés agricoles et de l'agroalimentaire, mais aussi les entreprises dans leur globalité qui ont répondu présents pour ne pas briser la chaîne alimentaire lors du choc du premier confinement. Nous devons leur rendre hommage. Ce sont des salariés de l'ombre, mais qui ont fait le boulot, souvent la peur au ventre. L'absentéisme, notamment dans l'agroalimentaire les premières semaines, aurait aussi pu rompre cette chaîne. Cela n'a pas été le cas. En sortie de crise, la question de la reconnaissance de ces métiers, le plus souvent mal payés et avec de mauvaises conditions de travail, doit être posée puisqu'ils se sont révélés indispensables. Durant cette période, la FGA-CFDT a toujours mis en avant leurs santé et sécurité sanitaire.

A partir du 17 mars, il a fallu mettre en place en urgence les mesures barrières dans les entreprises. Cela a été une période très compliquée et mouvementée car tout le monde était dans l'inconnu. C'est dans les entreprises où il y avait le meilleur dialogue social et un climat de confiance que cela c'est le mieux passé et que les meilleures solutions ont été trouvées. Au bout de deux semaines, le travail avait globalement été fait partout. La production agricole a été moins concernée, hormis dans les petits centres de conditionnement et dans les serres.

Les primes PEPA ont beaucoup semé le trouble. Elles sont sources d'inégalités, notamment pour ceux qui ne les ont pas touchées, comme en agriculture. De plus, celles-ci s'apparentaient davantage à une récompense qu'à une reconnaissance. Pire, elles pouvaient être dangereuses en étant, en réalité, des primes de risques ou un salaire de la peur. La santé des salariés ne s'achète pas. De plus, elles incitaient des salariés à se rendre au travail, même malades. Car les salaires sont très bas dans le secteur.

Le second confinement est différent à bien des égards. Les impacts sur l'activité économique sont les mêmes : secteur relativement épargné avec des points de vigilance sur certaines filières : débouchés restauration hors domicile et événementiel, inquiétudes sur mets de fête (volaille notamment) principalement, avec l'incertitude sur les effets à plus long terme du ralentissement de l'activité générale. Nous observons surtout que les entreprises s'attachent à reprendre leur activité en

accordant moins d'importance aux mesures sanitaires de protection des salariés et au dialogue social. Des tensions peuvent apparaître.

Mme Elisabeth Borne a lancé début novembre la mission sur la reconnaissance des travailleurs de la seconde ligne. Les salariés de la production agricole et de la transformation alimentaire en font assurément partie. Dans le champ agricole, les recommandations se limitent souvent à des campagnes de promotion des métiers (encore récemment dans le plan de relance). Pour la FGA-CFDT, la reconnaissance de ces travailleurs doit se traduire rapidement par des avancées concrètes. Il s'agit également d'une condition de durabilité, de résilience de la production alimentaire.

Dans le secteur de la production agricole, un vrai travail de branche s'est engagé autour de la nouvelle convention collective nationale, avec notamment une grille de classification innovante qui permet de reconnaître les compétences des salariés et de faciliter leur évolution professionnelle. Le dialogue social de qualité permet d'améliorer les conditions de travail et d'emploi. Nous nous y engageons.

Pour la CFDT, la vraie reconnaissance des salariés doit passer par trois axes :

- **Des augmentations de salaire pérennes**, pas sous forme de primes. Cela suppose une meilleure répartition des richesses et des marges sur toute la chaîne de valeur. Pour la FGA-CFDT, les filières sont la clé de voûte d'une sortie de crise réussie et par le haut. En agriculture, nous devons en finir avec les exonérations de cotisation sociales. Elles ne règlent rien mais elles créent des trappes à bas salaire et incitent au recours à l'emploi précaire. Les éléments de compétitivité ne se situent pas que dans le coût du travail. Ces exonérations causent de fait aussi des problèmes d'attractivité, alors qu'il est souvent dit que les salariés agricoles coûtent trop cher.
- **Une amélioration des conditions de travail.** Nous reconnaissons les avancées réalisées depuis plusieurs décennies. Cependant, les situations sont très hétérogènes suivant les secteurs d'activité, mais aussi suivant les entreprises et leurs capacités à investir. Les TPE et PME étant souvent moins bien loties. Nous nous heurtons aussi au refus des employeurs de l'agroalimentaire de négocier des accords de branche – contraignants – sur les conditions de travail. Par ailleurs, la pression de la grande distribution sur les prix, qui reprend, est synonyme pour les salariés de pressions sur leurs salaires et leurs conditions de travail.
- **La montée en compétences et la formation des salariés** : apprentissage agricole, formation professionnelle continue, formation des saisonniers.

→ Contact : **Franck TIVIERGE**, Secrétaire national : 06.87.31.21.80